

Irma

6 septembre 2017

«C'EST À NOUS SAINT-MARTINOIS
DE RELEVER NOTRE PAYS »

Daniel Gibbs, président de la COM



Soualiga Post.com

Irma

6 septembre 2017



Une reconstruction lente et pas aussi évidente qu'on l'a fait espérer

Ilyaunan, à l'aube du 6 septembre 2017 tôt le matin, Irma, l'ouragan le plus puissant jamais enregistré dans l'Atlantique Nord, passait sur Saint-Martin, endommageant 95 % du territoire.

Un an plus tard, l'île est loin d'avoir pansé ses plaies. Les plus gros chantiers de reconstruction ont commencé il y a quelques semaines seulement.

La désolation et le désespoir ressentis au lendemain d'Irma ont progressivement laissé place à l'accablement et à la consternation. Si, après avoir admis et encaissé la catastrophe qui a touché -voire changé- nos vies, nous avons pu espérer, du moins voulu croire à, «une reconstruction exemplaire» comme les politiques l'ont promis durant des mois, force est de constater que cet espoir a été de courte durée.

Trop d'espoir donné

Six mois après Irma, la reconstruction n'avait pas commencé. Pour plusieurs raisons : le traitement des dossiers d'assurance, les délais inhérents aux marchés publics prennent du temps, les entreprises submergées par les demandes de devis, les difficultés d'approvisionnement en matériaux, etc. Ces raisons, soit les principales, sont évidentes et compréhensibles. Des difficultés évidentes que chacun aurait peut-être mieux anticipées si les discours post-Irma n'avaient pas préféré véhiculer de l'espoir et rassurer, plutôt que de s'astreindre au pragmatisme.

L'une des maladresses commises a été d'annoncer «nous allons bousculer les normes et les procédures» pour accélérer la reconstruction. Si, en effet, la machine administrative a été en partie simplifiée, ce n'est pas le sentiment qu'ont les sinistrés. Il n'aurait pas fallu faire croire que tout allait être facile et rapide.

Cependant, un an plus tard, la population est déterminée à reconstruire et aller de l'avant.

A travers ce magazine, l'équipe du Soualigapost.com a voulu exposer les principaux chantiers réalisés et actions réalisées durant les douze mois qui ont suivi. ■



Comment Irma s'est renforcée en sept jours

Irma a été baptisée le mercredi 30 août 2017 au stade de tempête tropicale. En moins de 24 heures, elle deviendra un ouragan majeur, le deuxième de la saison cyclonique 2017 après Harvey.

Une onde tropicale se situe au large de l'Afrique. C'est la L93. Elle devient une tempête tropicale le mercredi 30 août à 675 km à l'Ouest des îles du Cap vert. Ses vents soufflent alors à 85 km/h. Irma est née. Elle est placée sous haute surveillance en raison des conditions favorables à un fort développement, qu'elle doit rencontrer.

Son développement s'avère plus rapide que prévu ; en moins de 24 heures ses vents se sont renforcés et soufflent désormais à 155 km/h. À 2 975 km des Petites Antilles, Irma devient un cyclone de catégorie 2 le jeudi 31 août.

Trajectoire du 30 août au 11 septembre 2017



Dans son bulletin de 11 heures, le National hurricane center (NHC) de Miami annonce qu'Irma sera «un ouragan majeur» dès le 31 août au soir et «sera un ouragan extrêmement dangereux dans les prochains jours». Le jeudi en fin d'après-midi, Irma est donc en catégorie 3 avec des vents à 185 km/h ; elle est passée du stade d'onde tropicale à tempête puis à celui d'ouragan majeur en seulement 24 heures.

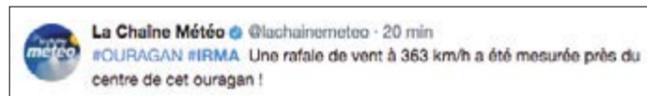
Durant les journées du vendredi 1^{er} et samedi 2 septembre, Irma présente une légère baisse d'intensité avec des vents soufflant en moyenne à 175 km/h et va être rétrogradée en catégorie 2. Cela est dû aux conditions rencontrées à ce niveau de l'Atlantique mais un nouveau renforcement est attendu dès le dimanche 3 septembre. En deux jours, l'ouragan aura parcouru plus de 1 000 km.

Des vents à 295 km/h qui ne diminueront pas pendant plusieurs jours

Dès 5 heures le dimanche, le NHC replace Irma en catégorie 3 ; elle est alors à 1 520 km des Petites Antilles avec des vents soufflant à 185 km/h. Il met en alerte les Petites Antilles. Si jusqu'alors sa trajectoire était incertaine, Météo France affirme que «le scénario le plus probable est un passage du phénomène» au plus près des îles du Nord. Les premiers avions de reconnaissance sont envoyés. Lundi 4 septembre, le NHC place plusieurs îles (Antigua, Montserrat, St Kitts, etc.) dont Saint-Martin en alerte cyclonique. En début de matinée, les vents soufflent à 195 km/h et Irma se situe à 980 km/h. Une élévation du niveau de la mer dans le nord des Petites Antilles est prévue entre 1,8 et 2,7 mètres. À 17 heures, les vents dépassent les 210 km/h. Irma est en catégorie 4. ■



Mardi à 7h45, un bulletin spécial est édité par le National hurricane center : Irma est passée en catégorie 5 avec des vents à 280 km/h à moins de 550 km des Petites Antilles.



Le NHC la qualifie d'ouragan «extrêmement dangereux». Deux heures plus tard, d'ouragan «potentiellement catastrophique». À 14 heures, la vitesse moyenne des vents est de 295 km/h, elle ne diminuera pas pendant plusieurs jours. Une élévation du niveau de la mer entre 2,1 et 3,3 mètres est attendue dans les îles vierges. À 17 heures, elle est comprise entre 4,5 et 6 mètres dans les îles Turks et Caicos.

À 2 heures dans la nuit du mardi au mercredi, une station à Barbuda relève une rafale de vents à 250 km/h ; Irma est à 10 km de l'île et se déplace à 26 km/h.

À 5 heures, l'œil «potentiellement catastrophique» se situe à 55 km de St-Martin. La moyenne des vents est toujours de 295 km/h. Dans son bulletin de 8 h, le NHC indique que l'œil est passé sur Saint-Martin, il se situe à 25 km à l'ouest de l'île. ■



#IRMA
en chiffres

Ouragan de catégorie

5

Vents moyens jusqu'à

290-295km/h

Vents moyens sur 1 minute supérieurs à 250 km/h durant 3 jours et demi, ce qui constitue un **record mondial**

Rafales (10 secondes) mesurées par un avion «chasseur de cyclones»

317km/h

915,9hpa

Pression atmosphérique minimale au niveau de la mer

Vagues sur Saint-Martin

4 à 6 mètres

Surcôte (montée brutale du niveau de la mer) modélisée à **+ de 3 mètres** dans les baies exposées au nord de Saint-Martin (Marigot, Grand Case)

Infographie **Soualiga Post** 09/2017 [Source : Météo France]

PREMIER OURAGAN EN CATÉGORIE 5 À TOUCHER LES PETITES ANTILLES

«Si l'on se réfère aux bases de données existant depuis 1851, il n'avait jamais été observé d'ouragan avec des vents aussi forts (pas seulement estimés mais mesurés par les avions chasseurs de cyclone) affectant les Petites Antilles. Des ouragans aussi puissants voire un peu plus se sont déjà produits dans notre bassin mais uniquement en Mer des Caraïbes et dans le Golfe du Mexique.

Il s'agit du premier atterrissage d'un ouragan de catégorie 5 sur une île des Petites Antilles. Les plus forts, encore dans la mémoire collective, de type Hugo en 1989 ou Luis en 1995 étaient de catégorie 4 lors de l'atterrissage avec des vents moyens jusqu'à 220-230km/h. Irma a été considéré comme générant des vents moyens jusqu'à 290-295km/h). Une mission d'un avion «chasseur de cyclones» a même me-

suré une valeur de rafales (10 secondes) à 317km/h au niveau de vol de l'avion, soit entre 2 500 et 3 000m d'altitude. Enfin, Irma a été un ouragan majeur catégorie 5, avec des vents moyens sur une minute supérieurs à 275km/h durant 3 jours et demi, ce qui constitue un record mondial. »

(Source : Météo France).

Irma aura touché avec cette même impressionnante intensité Barbuda, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Anguilla et les îles Vierges jusque dans la nuit du 6 au 7 septembre. Elle longera ensuite les côtes Nord de Puerto Rico, République Dominicaine et Haïti à une distance de plusieurs dizaines de kilomètres ce qui limitera un peu l'impact sur ces pays. Par contre, elle n'épargnera pas Cuba, surtout le littoral nord du centre de l'île. Son virage vers le Nord plus tardif qu'anticipé, le fera atterrir sur les côtes Ouest de la Floride et non à proximité de Miami qui avait été évacuée. (Source : Météo France).

22 ans et une journée après Luis, Irma était attendue

Jusqu'à Irma, Luis était l'ouragan de référence. Son passage le 5 septembre 1995 qui avait été dévastateur était dans les mémoires de nombreux Saint-Martinois.

Luis est passé sur Saint-Martin le 5 septembre 1995. Vingt-deux ans et une journée plus tard, Irma est attendue sur les îles du Nord. Irma est devenue une tempête tropicale mercredi 30 août et 24 heures plus tard un ouragan de catégorie 2 et 3 au milieu de l'Atlantique. Irma est le deuxième ouragan majeur de la saison après Harvey qui a touché la semaine précédente le Texas. Il présente une trajectoire similaire à celle de Luis. En 1995, Luis était devenu le 31 août un ouragan également au milieu de l'Atlantique. Il s'était intensifié dans la

nuit du 2 au 3 septembre et était passé en catégorie 4. Il était alors le premier ouragan de classe 4 à évoluer si près des Petites Antilles depuis Hugo qui avait touché la Guadeloupe en 1989.

Une tempête tropicale et 24 heures plus tard un ouragan de catégorie 2 et 3

Luis est passé au plus près à 50 kilomètres des îles du Nord. Le vent moyen estimé était d'environ 200 km/h avec des rafales à 260 km/h. Les cumuls de

pluies sur 24 heures le 5 septembre ont été de l'ordre de 150 à 250 mm. Selon Météo France, la dernière rafale de vent mesurée à Saint-Barthélemy, avant le bris du pylône supportant les capteurs, était de 160 km/h.

Sa partie active de grande dimension a aussi concerné les îles de Montserrat, de Nevis, Saint-Kitts, Saint-Eustache et Saba.

Le dernier cyclone qu'avaient connu les îles du Nord était Donna en 1960. Luis était ensuite remonté vers le Nord mais à bonne distance du continent américain. ■

Irma mardi 5 septembre 2017 au matin



Les ouragans qui ont touché les Antilles françaises en septembre

*Avant Irma, le dernier cyclone qu'avait connu St-Martin était Gonzalo en octobre 2014. Irma est passée dans la nuit du 5 au 6 septembre 2017. Zoom sur les quatre ouragans qui ont touché les Antilles françaises.**

Luis le 5 septembre 1995



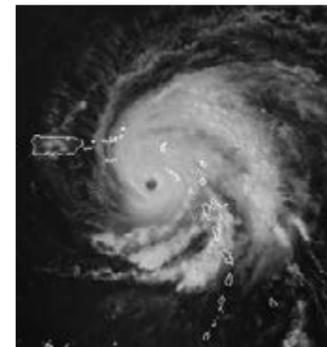
Marilyn le 14 septembre 1995



Marilyn a touché la Guadeloupe. Des pluies diluviennes sont tombées sur la Basse Terre : plus de 500 mm en 24 heures provoquant des inondations et des coulées de boue. Des rafales à 150 km/h et des vagues de 4 à 6 m par houle de sud ont été observées.

Le 12 septembre, la dépression devient la tempête tropicale Marilyn puis en 24 heures un cyclone de catégorie 1. Il se renforcera à mesure qu'il remonte vers le Nord. Il touchera Porto Rico en catégorie 3.

Hugo les 16 et 17 septembre 1989



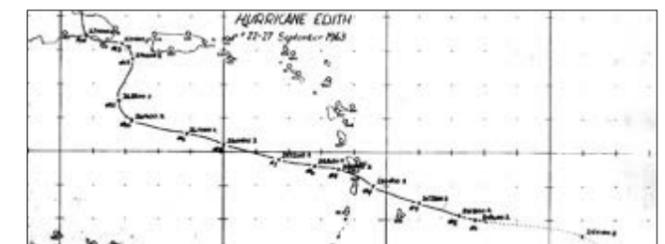
En Guadeloupe, tout le monde se souvient d'Hugo qui a fait d'importants dégâts. Il a laissé plus de 25 000 personnes sans abri et causé 11 décès indirects.

En catégorie 4, il a traversé l'archipel dans la nuit du 16 au 17 septembre. Les cumuls de pluie ont varié de 150 à 300 mm en Grande-Terre et de 300 à 608 mm en Basse-Terre. Les vents étaient estimés à 220 km/h en moyen et à 320 km/h en rafales. La tempête tropicale baptisée le 11 septembre est devenue un cyclone le 13, trois jours avant de toucher la Guadeloupe à 1 750 km des Petites Antilles. Il atteint le 15 septembre, la catégorie 4. Le 17 septembre, l'œil de l'ouragan a abordé la Désirade, Marie-Galante, puis la Grande-Terre en Guadeloupe. Le cyclone a continué sa route vers l'ouest-nord-ouest tout en gardant la même in-

tensité. Après avoir dévasté Montserrat, balayé Antigua, Saint-Christophe et Nevis, il traverse Porto-Rico.

Edith le 24 septembre 1963

L'ouragan Edith a touché la Martinique. Il a traversé les Antilles dans le canal de Sainte-Lucie dans la journée du 24. La Martinique a été frappée de plein fouet par des vents violents qui ont dépassé 180km/h en rafale. Un maximum de 213km/h a été mesuré à Fort de France le 25. Des orages et des pluies torrentielles ont provoqué des crues importantes. Dix victimes ont été déplorées ainsi que des milliers de sinistrés. ■



*Selon les archives de Météo France : Marilyn et Luis en 1995, Hugo en 1989, Edith en 1963.

95% DE L'ÎLE ENDOMMAGÉS, 25% DÉTRUITS

Après le passage d'Irma, il avait été estimé que 95 % des constructions de l'île avaient été détruits. «C'est le cas mais à des degrés divers», précisera le Premier ministre à l'issue du comité interministériel pour la reconstruction de Saint-Martin mercredi 20 septembre 2017. «25 % des habitations ont des dégradations assez légères, 50 % ont des dégâts beaucoup plus lourds mais qui sont jugés réparables et 25 % des constructions ont été touchées de façon irrémédiable et ne pourront pas être réparées», a détaillé Edouard Philippe.



Les principales unes des journaux

Le passage de l'ouragan a été couvert par la presse nationale mais aussi internationale.



«Quelque chose de terrible» s'est passé

Le commandant Guillaume de la Sécurité civile se trouvait en préfecture au centre opérationnel. Il raconte le passage d'Irma.

Le commandant Guillaume des Formations Militaires de la Sécurité Civile est arrivé le lundi après-midi par un vol commercial à l'aéroport Juliana. Il fait partie de la soixantaine de militaires et de sapeurs-pompiers civils envoyés avant le passage d'Irma par Paris. En vue de l'ouragan qui s'annonce dévastateur, la direction générale de la sécurité civile et gestion de crise a en effet conseillé aux décideurs politiques d'envoyer des hommes à Saint-Martin.

La mission du commandant Guillaume est de venir en appui aux services de l'État localement. Il s'agit de conforter le COT, le comité opérationnel territorial (COD, D pour départemental en métropole) mis en place quelques jours plus tôt. Il faut anticiper et organiser la logistique sur place.

À l'arrivée du commandant Guillaume, Irma se situe à 850 km à l'ouest des Petites Antilles. Elle est en catégorie 3 avec des vents à 195 km/h et doit encore se renforcer dans les prochains jours. À peine douze heures plus tard, elle est placée en catégorie 5 par le National hurricane center (NHC) de Miami. Dans le système, les vents soufflent déjà à plus de 280 km/h. «Je consulte l'évolution de la météo qui prévoit un renforcement», confie-t-il. Rapidement des décisions sont prises. «Il faut armer des plates-formes de logistique, constituer des équipes, des pôles. Il va aussi falloir des experts réseaux, eau, EDF, téléphone car on sait que les antennes à Pic Paradis ne vont pas tenir. Nous savons qu'il va y avoir beaucoup de dégâts, qu'il y aura des morts», poursuit-il. Les informations sont remontées à Paris. «Je fais deux rapports, un le matin, un second dans l'après-midi», confie le commandant. En amont de certains événements climatiques (cyclone en outre-mer ou inondations en métropole), la Sécurité civile est dépêchée dans les communes pour épauler les élus et le corps préfectoral. Entre juin et octobre, elle est par exemple dans le Sud de

la France en raison des risques forts d'incendie. La mission du commandant Guillaume à Saint-Martin n'est donc pas extraordinaire. Elle va toutefois vite le devenir dans la nuit du 5 au 6 septembre. Dans la soirée, le COT gère les évacuations. Les messages auprès de la population lui ordonnant d'évacuer les zones inondables en raison de fortes pluies identifiées sur des cartes (Quartier d'Orléans, Baie orientale, Grand Case, Marigot, Terres basses, etc.) se multiplient sur les réseaux sociaux et les radios. «Nous avons estimé à 11 000 le nombre de personnes à évacuer. Nous ne pouvons pas faire de porte à porte mais les personnes partent d'elles-mêmes. Dans la soirée, nous mettons deux bus à disposition ce qui permet d'évacuer quelque deux cents personnes», rapporte le commandant.

“...un téléphone satellitaire, le seul moyen de communication”

À son tour, le centre opérationnel installé dans la grande salle de réunion à l'étage de la préfecture et qui se compose de vingt-quatre personnes, va se retrouver dans une situation d'insécurité. Le commandant pressent que les grandes baies vitrées ne vont pas tenir. Vers 23-24 heures, il ordonne l'évacuation au rez-de-chaussée. Les ordinateurs, câbles et autres matériels sont descendus dans la salle d'accueil en entrant dans la préfecture. Le réseau est reconstitué. Mais là aussi la salle va se révéler incertaine. Le COT va donc une nouvelle fois migrer vers une autre pièce plus protégée. À ce moment-là, «nous ne pensons qu'à sauver nos vies. Nous avançons la tête baissée [il mime l'attitude avec son bras sur sa tête] pour nos protéger. Une fois à l'intérieur de la pièce, il faut s'assurer que tout le monde est là. Cela ne fait pas longtemps que nous nous connaissons... On regarde alors si sa ou son collègue est là... Et lui, il est bien là ? Oui, il est là-bas... On tient la porte... Nous entendons le vent, les vitres qui explosent, comme tout le monde l'a vécu. On se dit que les pièces vont exploser les unes à après les autres», raconte-t-il avec, néanmoins, une certaine réserve émotionnelle.

Il est 6h30, l'œil d'Irma aborde Saint-Martin. Période d'accalmie provisoire. «Nous en profitons pour sortir, constater les premiers dégâts et récupérer des ob-



jets pour nous protéger dans la pièce car nous savons que cela va repartir dans l'autre sens», continue-t-il. Pas de temps encore mais surtout pas encore les moyens de joindre Paris. «Nous avons envoyé les derniers SMS vers 6 heures», confie le commandant. Ce n'est qu'après 10 heures dans la matinée du mercredi, qu'une liaison sera possible avec Paris grâce à un téléphone satellitaire, le seul moyen de communication. Le COT ne parvient même pas à joindre le détachement installé à la caserne de gendarmerie de la Savane.

Saint-Martin vient d'être ravagée. La préfecture qui abrite le centre opérationnel de coordination des secours a été détruite. Les membres du COT se remettent néanmoins en action rapidement. «Il faut réagir et reconstituer le COT. Les policiers territoriaux

nous emmènent avec leurs pick-up à La Savane», raconte le commandant.

Le COT reconfiguré, les premières missions sont d'estimer un bilan humain et matériel. Il faut dégager les routes pour aller sur le terrain. «Notre stratégie et je pense qu'elle a été bonne, a été de pré-positionner trois groupes, l'un à Quartier d'Orléans, l'un à Concordia et un autre à la Savane», considère le militaire. Les vents sont encore forts et il n'est pas possible d'utiliser les drones. «Nous devons aller voir par notre propre yeux. Nous estimons alors que 95 % des bâtiments sont touchés dont la moitié est très abîmée».

D'importants renforts sont nécessaires. Ils vont arriver par vagues successives et les premiers se poseront à l'aéroport de Grand Case dès le jeudi matin. Dès les premières heures après le passage d'Irma, les militaires

de la sécurité civile se sont employés à dégager la route nationale 7 et l'accès à l'aéroport pour permettre sa réouverture le plus tôt possible. «Nous avons envoyé une voiture sur la piste pour observer son état et enlevé les obstacles», souligne le commandant Guillaume. Pendant ce temps, le deuxième détachement est en vol pour la Guadeloupe où il arrivera dans la nuit puis au petit matin à Saint-Martin. Les militaires de la sécurité civile se mettent à pied d'œuvre. Débute alors leur mission : l'assistance aux Saint-Martinois sinistrés avec la distribution d'eau, de nourriture, de bâches, etc. Comme ses collègues, le commandant Guillaume confirme le caractère «hors norme» de la situation. «C'est quelque chose de terrible», dit-il. Pour lui, le plus dur a certainement été d'assister à la destruction, à l'explosion de la préfecture. ■

CUL DE SAC : IMMEUBLE BELVÉDÈRE QUI SERA DÉTRUIT



LE PONT AÉRIEN mis en place par le gouvernement est «LE PLUS GRAND DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE» selon le président Emmanuel Macron, pour un coût de 50 millions d'euros.

PHOTOS MINISTÈRE DES ARMÉES

Le bâtiment de projection et de commandement Tonnerre (BPC) est arrivé à Saint-Martin le 23 septembre et a débuté les opérations de déchargement le jour même. Les travaux de reconstruction ont commencé rapidement. Il est reparti le 13 octobre.



LE DÉPLOIEMENT DU TONNERRE EN QUELQUES CHIFFRES :

- 22 détachements des différentes armées, directions et services
- 550 militaires à bord (militaires du Génie et du train, plongeurs démineurs, hydrographes, fusiliers, pilotes d'hélicoptères, médecins, marins de la flottille amphibie, gendarmes...)
- Près de 1 200 tonnes de chargement
- 67 000 bouteilles d'eau
- 45 allers retours en EDAR, 30 allers retours en CTM
- 61 vols d'hélicoptères, soit près de 93 heures de vol
- Plus de 50 véhicules débarqués (dont un tractopelle de 27 tonnes)
- 9 600 nautiques parcourus

Le 5 septembre 2017, la frégate de surveillance (FS) Ventôse a interrompu sa mission de lutte contre le trafic de stupéfiants pour porter assistance aux sinistrés de l'ouragan IRMA. Elle a appareillé de Fort-de-France (Martinique) le 6 septembre, avec à son bord, du fret, de l'eau, des vivres et une section du RSMA (régiment du service militaire adapté).

Le Ventôse a acheminé vers St-Martin :
- 71 palettes d'eau soit 35 784 bouteilles ;
- 25 palettes de ration de combat soit 6300 rations ;
- 28 palettes de matériel humanitaire ;
- 33 personnes des Forces armées aux Antilles (FAA).

Les militaires ont réalisé des travaux d'urgence afin de faciliter la reprise de la vie sociale et économique. «La suite des chantiers doit être conduite par les entreprises privées. Nous ne sommes pas là pour les concurrencer», insiste l'armée.



L'INTERVENTION DES TROIS ARMÉES EN CHIFFRES :
1 700 tonnes de fret acheminées
5 200 personnes transportées
390 lignes aériennes assurant le pont aérien
1 500 militaires déployés
70 missions d'assistances par hélicoptères

(Source : ministère des armées)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, EMMANUEL MACRON S'EST RENDU À SAINT-MARTIN LE 12 SEPTEMBRE. LA MINISTRE DES OUTRE-MER, ANNICK GIRARDIN, ÉTAIT DÉJÀ VENUE LE 10.

«C'EST BIEN À NOUS DE DÉCIDER DE NOTRE DESTIN».

«Bien sûr, nous sommes accompagnés par les plus hautes autorités de l'État mais c'est bien à nous de décider de notre destin et de donner l'impulsion à la relance économique et à la reconstruction de notre territoire», a déclaré le président de la COM, Daniel Gibbs, lors d'un rassemblement populaire à Marigot le 8 octobre.



Préfet de Guadeloupe @Prefet971 - 4 min
Le président de la République, accompagné de la Préfète déléguée de #StMartin marchent à la rencontre des habitants de Grand-Case et Marigot
Emmanuel Macron, Ministère Intérieur, Ministère Outre-Mer et 7 autres



Préfet de Guadeloupe @Prefet971 - 4 min
Le président de la République, accompagné de la Préfète déléguée de #StMartin marchent à la rencontre des habitants de Grand-Case et Marigot
Emmanuel Macron, Ministère Intérieur, Ministère Outre-Mer et 7 autres



La préfète Anne Laubiès a donné vingt-trois missions de chantiers aux armées : création d'une piste d'accès à l'écosite, déblaiement et sécurisation de la tour à l'aéroport de Grand Case, balisage et relevage d'épaves dans la baie de Cul de Sac, déblaiement du lotissement et de l'école de Cul de Sac, sécurisation de l'étang de la barrière, évacuation de l'antenne téléphonique du pic Paradis, installation de pylônes électriques à Grand Case, assainissement de ravines, sécurisation de la préfecture, déblaiement du bureau des affaires maritimes, décapage et terrassement de la cité administrative, réhabilitation de deux stations services, balisage et sécurisation du lagon de Simpson bay en partie française, sécurisation et déblaiement de l'école Chez Elmer, déblaiement et rétablissement de l'accès à l'hôpital.





Détachement ForMiSC

INTERVENTION DE LA SÉCURITÉ CIVILE

ELLE N'AVAIT PAS DÉPÊCHÉ
AUTANT D'HOMMES HORS MÉTROPOLE
DEPUIS LE SÉISME EN HAÏTI EN 2010.

PHOTO F. PELLIER_DICOM

Sont présents à Saint-Martin 180 militaires et 60 sapeurs-pompiers civils durant trois semaines. «L'ampleur du phénomène l'a justifié», précise le lieutenant colonel Christophe (le nom de famille ne peut pas apparaître dans les médias, NDLR).

Un premier détachement d'une soixantaine d'hommes arrive l'avant-veille après-midi par un vol commercial à l'aéroport Juliana. «Cela va nous permettre de faire

remonter les informations et d'avoir un rapport de situation objectif. Les hommes déjà sur le terrain préciseront les demandes de moyens en vue des prochains détachements déjà programmés», commente le lieutenant colonel Christophe. Un second de quatre-vingts hommes arrivera le jeudi matin à l'aéroport de Grand Case.

À Saint-Martin, la mission des formations militaires la sécurité civile est de deux ordres : d'une part, ap-

porter un appui au corps préfectoral avant et après Irma. Deux groupes sont ainsi constitués, l'un en préfecture, le second à la caserne de gendarmerie à la Savane. D'autre part, apporter assistance et aide à la population. Mais juste après le passage d'Irma, la priorité est de «rouvrir les routes», notamment la RN 7. Les militaires doivent pouvoir circuler pour estimer les dégâts, envoyer un premier rapport à Paris et affiner les besoins en renfort. ■

Comment la Sécurité civile est venue en aide à la population

À mesure qu'Irma s'éloigne, militaires et sapeurs-pompiers de la sécurité civile se déploient en partie française pour venir en aide à la population.

Dans les premières heures, les reconnaissances se font à pied et en véhicules. Dès le jeudi matin, le deuxième détachement de quatre-vingts hommes arrive. Près de 140 sapeurs et militaires sont désormais sur le terrain.

«*Nous avons sectorisé Saint-Martin et constitué des équipes*», explique le capitaine Joël, responsable de Quartier d'Orléans. «*Quand des personnes sont venues nous dire qu'elles étaient sans nouvelles d'autres, nous sommes allés voir. Nous avons vérifié toutes les adresses qu'on nous a données, on n'a trouvé personne enseveli sous les décombres. Souvent les personnes recherchées étaient chez des amis ou un peu plus loin dans la rue*», raconte le capitaine.

Nous avons vérifié toutes les adresses qu'on nous a données, on n'a trouvé personne enseveli sous les décombres

À mesure que les vents diminuent, les sapeurs sauveteurs peuvent utiliser leurs drones pour avoir une meilleure estimation des dégâts. «*En moins de dix minutes, nous avons une vue*», affirment-ils. Le gain de temps est énorme pour pouvoir engager les premières interventions. Ils distribuent aussi des bâches et de l'eau à la population. En trois

Aux côtés de la Sécurité civile, les militaires de la gendarmerie ont aussi aidé à déblayer les jours qui ont suivi Irma.

semaines, 1,3 million de bouteilles d'eau ont été données. Les bouteilles sont acheminées aux frais de l'État par barge et les lieux de distribution communiqués par la préfecture et la collectivité.

La sécurité civile assure aussi la production d'eau sanitaire (non potable) grâce à une machine qu'elle a elle-même emmenée. « *Ici, nous avons pris le système d'osmose inverse, c'est-à-dire de désalinisation de l'eau de mer* », explique le sergent-chef Benoît.

La machine est installée sur un camion garé sur la dalle des anciens lolos à Grand Case, «*endroit idéal de par sa proximité avec la mer et l'es-*

pace autour disponible». Une bâche d'une capacité de 10 000 litres est posée au sol pour le stockage. «*Nous y mettons du chlore ce qui nous permet de la garder plus longtemps*», explique le sergent-chef. Les militaires distribuent entre 4 000 et 5 000 litres par jour.

Juste à côté, un stand a été installé pour distribuer de la nourriture. D'autres équipes se relaient en effet pour alimenter les points de distribution en denrées alimentaires. Elles vont les chercher sur le port dans le bâtiment de Frigodom qu'ils ont également vidé de toute la nourriture avariée et nettoyé. ■



1,3 MILLION
de bouteilles d'eau
distribuées par la



#irma

Comment le centre hospitalier Louis-Constant Fleming a géré les patients

Malgré la consigne de confinement, le centre hospitalier Louis-Constant Fleming est resté ouvert. Une vingtaine d'agents travaillaient.

Le plan Orsec cyclone a été activé au centre hospitalier Louis-Constant Fleming à l'approche d'Irma. Il s'agit de sécuriser l'établissement, d'enlever tous les déchets qui pouvaient être des projectiles, de fermer les volets, etc. En parallèle, il a fallu gérer les patients hospitalisés. «Une grande partie de ceux qui étaient aptes à rentrer chez eux, sont sortis», explique le directeur adjoint Christophe Blanchard. L'évacuation sanitaire des patients dans un état plus grave a été demandée mais pour diverses raisons, elle n'a pu se faire. Notamment, les pilotes d'avion ont estimé trop grand le risque de voler en raison des

vents. Mardi soir, il y avait donc encore vingt-deux patients au centre hospitalier (plus treize en service psychiatrie). Ils ont été transférés au bloc opératoire, soit «la zone de repli», la zone la plus protégée n'ayant aucun accès sur l'extérieur. «Durant l'œil, nous les avons descendus au niveau de la zone de pharmacie où ils sont restés quarante-huit heures», précise le directeur adjoint. La trentaine d'agents hospitaliers qui étaient présents la nuit, étaient avec eux. «Il n'y a eu aucune panique», souligne le docteur Linet, chef des urgences. Irma passée, les premiers dégâts sont constatés : toits arrachés, infiltrations d'eau, etc. Les agents s'emploient aussitôt à nettoyer et préparer l'hôpital à sa réouverture. «Nous avons été prêts à rouvrir à 13 heures et les premiers blessés sont arrivés», raconte le docteur Linet. «Ils ne sont pas arrivés en masse mais de manière progressive. Le mercredi, nous avons vu cinquante-quatre personnes. Il ne s'agissait pas de grosses pathologies, c'était surtout des blessures suite à des éclats de verre, nous avons fait beaucoup de sutures», poursuit-il. Les patients vont continuer de se rendre aux urgences

à un rythme soutenu durant plusieurs semaines. «Après les blessés, nous avons accueilli les personnes qui n'avaient plus de médicaments pour leur diabète, qui n'avaient plus d'oxygène, etc.», complète-t-il. Cet afflux avait été anticipé et un stock de médicaments avait été fait. Un accord avec le grossiste Laborex avait été conclu également.

Une trentaine d'agents hospitaliers étaient présents la nuit du cyclone

Au total, en cinq semaines, 4 630 passages ont été enregistrés aux urgences. «C'est trois fois plus qu'en temps normal», commente-t-il. «L'activité a été très intense. Nous avons rapidement reçu des renforts en médecins et infirmiers ce qui nous a permis d'opérer des rotations», admet le directeur adjoint qui tient à remercier l'ensemble de son personnel. «C'était difficile car nous étions nous mêmes sinistrés à titre personnel, mais tout le monde a été très impliqué», précise-t-il. De quatre-vingt-dix lits, la capacité d'accueil est

passée à dix-sept lits. De nouvelles évacuations ont dû être organisées. La première journée, 108 ont été réalisées via les vols militaires. «Mais ce n'était pas facile. D'une part nous ne savions pas à quelle heure arrivaient les avions et ils repartaient aussitôt ! D'autre part, l'état des routes était tel qu'il nous fallait du temps pour aller à Grand Case. Nous avons dû transporter des patients avec nos propres véhicules », raconte le docteur Linet qui regrette un manque de coordination à ce niveau. Autre difficulté à laquelle la direction a dû faire face : le manque d'eau. «Nous sommes restés deux jours sans eau», confie Christophe Blanchard. Les 140 mètres cubes stockés dans deux bâches ont été rapidement consommés et une partie s'est écoulée suite aux dégâts. «Très vite, nous avons été ravitaillés», note-t-il. «Par contre, grâce à notre chef, nous n'avons pas manqué de nourriture ! », souligne-t-il. Enfin, un heureux événement s'est produit dans la nuit du mardi à mercredi. À 23h50 est née une petite fille. ■

4630 passages aux **URGENCES** de l'hôpital de Saint-Martin ont été enregistrés entre le 6 septembre et le 12 octobre

#irma #santé #saintmartin

Infographie Soualiga Post - 10/2017



Les opérations de réparation et de reconstruction du centre hospitalier Louis-Constant Fleming, coûteront 12,1 M€. L'Etat participera à hauteur de 6,4 M€ ; le reste sera apporté par les assurances.

UN TRÈS FORT IMPACT PSYCHOLOGIQUE

476 CONSULTATIONS ONT ÉTÉ RÉALISÉES À SAINT-MARTIN DURANT LES TROIS MOIS QUI ONT SUIVI LE PASSAGE D'IRMA.

«Les femmes tout comme les 26-60 ans étaient les catégories les plus représentées, les adolescents et jeunes adultes étant ceux qui ont moins fait d'objet de consultation individuelle (7,5 %)», indique une étude dont les résultats ont été publiés en janvier 2018 par Santé publique France et l'agence régionale de santé de Guadeloupe. 95 % des personnes qui ont consulté ont vécu le passage d'Irma. La grande majorité (82 %) indique un dommage matériel. Les patients étaient originaires de Sandy Ground (24 %), Marigot (20 %), Quartier d'Orléans (12 %) et Grand Case (9 %). Les manifestations psychologiques les plus fréquemment rencontrées sont les troubles anxieux (47 %), le stress (40 %) et les troubles du sommeil (27 %). ■

«L'AMPLEUR DES DÉGÂTS MATÉRIELS ET HUMAINS IMPOSE QUE SOIT POSÉE LA NATURE DE LA RECONSTRUCTION ET RIEN NE SERAIT PIRE QUE DE NE PAS TIRER LES CONSÉQUENCES DE CETTE CATASTROPHE», ESTIME LE PREMIER MINISTRE.



Le 14 septembre 2017 Philippe Gustin, actuel préfet de Guadeloupe, est nommé délégué interministériel pour la reconstruction des îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin en conseil des ministres. Il est en charge de la reconstruction. À partir d'une nouvelle cartographie des aléas, il doit définir «une doctrine» qui devra être adoptée a minima par la Collectivité qui a la compétence urbanisme. Le délégué interministériel aimerait pouvoir en collaboration avec les élus et la population élaborer un vrai projet, un vrai schéma d'aménagement du territoire qui répondrait aux enjeux du développement durable. ■

LE GOUVERNEMENT AU CHEVET DE SAINT-MARTIN

La ministre des Outre-Mer est revenue avec le président de la République, Emmanuel Macron, le 12 septembre puis a accompagné d'autres délégations.

Le Premier ministre Edouard Philippe est venu le 6 novembre. Il était accompagné du ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, et de la ministre des Sports, Laura Flessel.

Edouard Philippe avait assuré qu'un membre du gouvernement viendrait tous les mois. La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, est venue le 16 décembre.

Annick Girardin est revenue les 4 et 5 mars 2018 accompagnée de Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État,

ministre de la Transition écologique et solidaire et de Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la Cohésion des territoires.

Le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy, est lui aussi venu le 23 novembre. Des missions parlementaires de l'Assemblée et du Sénat ont été créées pour travailler sur les thèmes des risques majeurs. ■



LA MINISTRE DES OUTRE-MER, ANNICK GIRARDIN, EST VENUE À SAINT-MARTIN AU LENDEMAIN DU PASSAGE D'IRMA.





Il y a eu jusqu'à **700 GENDARMES DÉPLOYÉS** sur Saint-Martin après le passage d'Irma. 200 étaient en poste localement au sein de la brigade et les premiers renforts sont arrivés dès le jeudi 7 septembre pour porter à 300 les effectifs puis à 400 le samedi, et ainsi de suite. Mi-octobre, 577 étaient encore sur place. Quelque 200 devaient le mois suivant, les autres resteront «*le temps qu'il faudra*».

150 réservistes de la gendarmerie en poste en métropole ont aussi été envoyés en mission à Saint-Martin après Irma.



Irma a suscité des engagements. La compagnie de Saint-Martin a lancé un recrutement afin d'augmenter le nombre de réservistes, ce nombre étant inférieur à 10. Ce sont près de 80 personnes qui ont envoyé leur candidature et 12 ont été sélectionnées et ont rejoint la réserve de St-Martin.

RECONSTRUCTION DE SAINT-MARTIN : LE COÛT POUR LA COLLECTIVITÉ



**BÂTIMENTS SCOLAIRES : LE COÛT DES DÉGÂTS
EST ÉVALUÉ À 33,5 MILLIONS D'EUROS.
L'ÉTAT PARTICIPE À HAUTEUR DE 15 MILLIONS
D'EUROS, LE RESTE PAR LA COM.**

Bâtiments scolaires : le coût des dégâts est évalué à **33,5 millions d'euros**. L'Etat participe à hauteur de 15 millions d'euros, le reste par la COM. En août 2018, le président de la COM affirmait ne pas avoir touché d'aide de l'Etat pour reconstruire les écoles.

Infrastructures sportives : **12,9 millions d'euros** sont estimés pour reconstruire les équipements sportifs . L'Etat apporte une subvention de 900 000 euros.

Protection de la population contre les risques naturels : près de **29 millions d'euros** seront investis. L'Etat doit octroyer une aide de 17,8 millions d'euros afin de permettre un financement de plus de 60 % des besoins exprimés par la Collectivité.

Réseaux : les opérations de reconstruction et d'enfouissement du réseau électrique seront prises en charge par des fonds de l'Etat à hauteur de **14,7 millions**. En ce qui concerne les réseaux d'eaux, les opérations d'assainissement et de distribution d'eau potable, d'un montant total de **33,5 millions**, seront soutenues par l'Etat à hauteur de près de 5,6 millions, le reste par la COM.

L'Etat a assuré qu'il prendrait à sa charge le paiement des intérêts d'un prêt longue durée de 60 millions d'euros que l'Agence française de développement (AFD) accorderait à la COM. Un an après Irma, le président de la COM affirme que l'AFD lui a confié qu'un prêt seulement de 18 à 20 millions d'euros pourrait être accordé.

L'Union européenne a attribué une enveloppe de **46 millions d'euros** au titre du Fonds de solidarité de l'Union européenne. Ces fonds sont accordés sur présentation de factures. Un an après Irma, la COM a présenté 14 millions de factures mais seuls 4 millions ont été versés à la COM.

L'Etat a aussi accordé une aide non remboursable de 62 millions d'euros pour les années 2017 et 2018 pour assurer le fonctionnement de la COM dont les recettes fiscales ont chuté après Irma. ■

L'intervention de la Croix rouge en chiffres

- **410 personnes** se sont succédé sur le terrain, dont :
- plus de **330 bénévoles** de 67 départements et territoires d'Outre-mer
- **81 salariés ou bénévoles** du siège de la Croix-Rouge française, parmi lesquels 38 Equipiers Urgence
- **133 vacations assurées** sur les accueils aéroportuaires à Orly et à Roissy
- **135 bénévoles** engagés à la Cellule d'accueil téléphonique mise en œuvre par le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), du 8 au 14 septembre
- **12 réservoirs d'eau** installés sur l'île de Saint-Martin, dotés de rampes de distribution d'eau sanitaire
- Plus de **5 000 personnes** accueillies à l'aéroport de Pointe-à-Pitre en Guadeloupe et plus de 6 000 personnes accueillies à l'aéroport de Saint-Martin
- A Saint-Martin, **6 points fixes** d'information et de distribution d'eau potable, de vivres et de produits de première nécessité (plus de 3 650 kits hygiène, 1 330 kits nettoyage, 568 lampes solaires permettant également de recharger les portables, 8 400 jerricanes, près de 1 700 kits cuisine, 1 360 kits abri et bâches, 2 370 moustiquaires) ont été mis en place, complétés par des équipes mobiles
- **8 748 personnes accompagnées** et soutenues sur les points de distribution ou au cours des maraudes allant à la rencontre des personnes isolées ou à mobilité réduite, dans les quartiers défavorisés. ■



1 400 personnes ont pu acheter des biens de première nécessité

La Croix-Rouge française a déployé pendant plusieurs mois des projets de post-urgence. Parmi lesquels le projet « *écureuil* », qui visait à répondre aux besoins financiers des plus vulnérables par la distribution de coupons permettant d'acheter des biens de première nécessité.

« Ces coupons ont été distribués aux 1 400 bénéficiaires à partir du mois d'avril, et étaient valables jusqu'au 30 juin », explique Else Souchard, chargée de projet à la Croix Rouge, et notamment du projet Ecureuil à Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Pour identifier les bénéficiaires, la Croix Rouge a fait appel à ses partenaires : la CAF, le pôle solidarité familles de la Collectivité, et différentes associations de quartiers.



Chaque bénéficiaire a reçu 12 coupons d'une valeur de 50 euros (soit 600 euros au total) qu'il a pu dépenser dans cinq magasins en partie française de Marigot à Quartier d'Orléans. 99,8 % des coupons ont été utilisés. ■



Afin de faciliter la prise en charge médicale des populations suite au passage d'Irma, la Croix rouge et l'association Les Liaisons dangereuses ont mis en commun leurs moyens (matériels et humains) et en place un bus. Ce véhicule se déplace dans tous les quartiers selon un calendrier. A son bord, une équipe composée d'un médecin, d'une infirmière et d'un travailleur social.

Leur mission est d'aller à la rencontre de la population et de l'orienter vers des professionnels de la santé selon ses maladies et maux.

LA FONDATION DE FRANCE A RÉCOLTÉ 14 MILLIONS D'EUROS

PHOTO MADTWOZ FAMILY



Sept mois après Irma, près de 6 millions d'euros avaient déjà été engagés pour :

- les aides aux sinistrés (1,5 million d'euros) ;
- la relance économique (2,6 millions d'euros) ;
- la réhabilitation des maisons (1,6 million d'euros) ;
- le soutien aux activités éducatives pour les jeunes (160 000€).

LA FONDATION DE FRANCE
A COLLECTÉ 14 M€ À LA SUITE DU
PASSAGE DES OURAGANS IRMA
ET MARIA DANS LES ANTILLES
GRÂCE À LA GÉNÉROSITÉ
DES DONATEURS (10,5M€),
DES ENTREPRISES (1,5M€) ET DES
COLLECTIVITÉS LOCALES (2M€).



«Nous intervenons dans la phase d'urgence mais ensuite nous prenons le temps de voir comment la situation évolue. Nous ne dépensons pas tout l'argent au début car nous voulons intervenir aussi dans la reconstruction», expliquait Axelle Davezac, la directrice générale, lors de sa venue à Saint-Martin début janvier 2018.

Exemples de projets soutenus

1,65 M€ à Initiative Saint Martin Active

Deux dispositifs d'aide gérés par cette association ont été soutenus pour favoriser la relance économique de Saint-Martin : une aide d'urgence « Relance Saint-Martin » accordée aux petits entrepreneurs pour leur donner les moyens nécessaires à une relance immédiate de leur activité dans la mesure où les dégâts subis n'ont pas impacté structurellement leurs entreprises ; une avance remboursable « Relèvement Saint-Martin » permettant aux entrepreneurs de retrouver des conditions saines de fonctionnement financier, de restaurer leur rentabilité et ainsi d'envisager sereinement la réorganisation ou le développement de leur activité.

83 000 € pour l'association des marins-pêcheurs

Filets de pêche, casiers à langoustes et à poissons, glacières, cordages et bouées... Autant de matériels indispensables à l'activité de pêche, perdus par les professionnels de Saint-Martin durant l'ouragan Irma. Ce projet propose de fournir à une quinzaine de pêcheurs le minimum d'outils pour redémarrer immédiatement leur activité. (source : fondation de France)



55 000 € pour l'association Madtwoz Family

L'association située à Sandy Ground a pu reprendre son activité avec les jeunes du quartier autour de deux projets soutenus : un projet de street art et d'embellissement du quartier qui a mobilisé les jeunes autour du nettoyage et de la valorisation de leur lieu de vie ; la reprise de la publication du magazine SXM Friendly Magazine, réalisé entièrement par les jeunes du quartier depuis quelques années. (source : fondation de France).

300 000 € à l'association Electriciens Sans Frontières (ESF)

L'ONG a mené à Saint-Martin un projet comportant trois volets : la sécurisation et réhabilitation des installations intérieures dans les logements endommagés, l'installation de lampadaires sur la voie publique avec formation du personnel au photovoltaïque et la sensibilisation de la population aux risques électriques. (source : fondation de France).

LES COMPAGNONS BÂTISSEURS MISSIONNÉS POUR RECONSTRUIRE DES MAISONS

Missionnée par la Fondation de France suite au passage d'Irma, l'association nationale des compagnons bâtisseurs doit reconstruire onze maisons à Quartier d'Orléans. Les familles qui bénéficient de cette aide ont été préalablement sélectionnées par le Centre symphorien d'insertion selon des critères sociaux et le niveau de destruction des logements.

Les compagnons bâtisseurs ont entamé leur premier chantier de reconstruction à Saint-Martin en mars. Il s'est agi de la maison de la famille Barry. Il leur faut refaire les maçonneries, la charpente, l'ancrer puis poser la tôle. « *Lorsque les toits se sont envolés c'est souvent parce qu'il y avait des problèmes d'ancrage sur la maçonnerie. Alors on essaie de trouver des solutions pour bien l'ancrer, en augmentant notamment les sections de bois* » expliquent-ils.

Réparer la maison de la famille Barry coûte environ 10 000 euros de matériaux à l'association financée par la Fondation de France. Les compagnons bâtisseurs demandent 10 % de participation à la famille (tant que cela n'excède pas 30 % de ses revenus) ainsi qu'une participation physique au chantier de reconstruction. ■



L'ETAT ET LA COM PUBLIENT UN GUIDE DE BONNES PRATIQUES POUR LA RECONSTRUCTION ET LA RÉHABILITATION DE L'HABITAT

Selon le protocole d'accord pour la reconstruction signé en novembre 2017, l'Etat et la COM se sont engagés notamment à réaliser un guide de bonnes pratiques pour la reconstruction et la réhabilitation de l'habitat.

Sa réalisation a mobilisé une soixantaine de personnes dont une quarantaine de professionnels (architectes, artisans du BTP, etc.) locaux. «Il devait être parfaitement adapté aux problématiques locales», précise le préfet Philippe Gustin, délégué interministériel pour la reconstruction.

Il a été rédigé par le centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB).

Il existe une version française et une version anglaise, une version papier et une version digitale (PDF).

«Il a pour vocation de transmettre aux professionnels du secteur du BTP et aux particuliers qui reconstruisent eux-mêmes, les bons gestes à appliquer pour la reconstruction d'un bien», précise le président Daniel Gibbs.

Le guide «vise d'une part à rappeler les règles de base pour la mise en œuvre de ces

réparations et d'autre part à sensibiliser le lecteur à la nécessité d'entretenir et de vérifier le bâtiment avant chaque période cyclonique», est-il écrit dans le document.

Fin 2017, la COM a imposé une «pièce sécurisée» dans toute nouvelle construction ; des permis de construire ont été refusés en 2018 car aucune «safety room» n'était proposée dans le projet. ■

[Il est téléchargeable sur les sites internet de la Collectivité et de la préfecture.](#)



Coût moyen de l'indemnité :

- habitation : 81 000 euros.
- voiture : 5 700 euros.
- biens professionnels : 259 500 euros.
- hôtel : 1,833 M d'euros.
- plaisance : 77 600 euros.

Coût des dommages :

- habitation : 587 millions
- voiture : 43 millions.
- biens professionnels : 522 millions.
- plaisance : 12 millions.

16 980 SINISTRES, 1,164 MILLIARD D'EUROS DE DOMMAGES À SAINT-MARTIN

UN AN APRÈS LE PASSAGE DE L'OURAGAN, 95 % DES 25 600 DOMMAGES À SAINT-MARTIN ET SAINT-BARTHÉLEMY ONT ÉTÉ INDEMNISÉS EN TOUT OU PARTIE ET 1 260 MILLIONS D'EUROS ONT ÉTÉ VERSÉS À FIN AOÛT 2018 PAR LES ASSUREURS, SOIT 67 % DU COÛT TOTAL ESTIMÉ, INDIQUE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES ASSURANCES (FFA).



«LE PROCESSUS
D'INDEMNISATION EST
LONG CAR IL EST INÉDIT»,
ARNAUD CHNEIWEISS,
DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL
DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE
DES ASSURANCES (FFA)

L'une des premières difficultés a été de dépêcher les experts sur l'île et de pouvoir les héberger. La deuxième grosse difficulté dans le traitement des dossiers est le recours aux experts d'assurés. «Aujourd'hui à Saint-Martin, il y a un expert d'assuré dans 90 % des cas, en temps normal cette proportion ne dépasse pas les 10 %», commente le délégué général pour qui «ces querelles d'experts» ralentissent le processus.

La troisième raison à la lenteur des indemnisations est le

nombre important de dossiers de copropriétés à traiter. «Il y a eu beaucoup d'investissements réalisés dans le cadre de la défiscalisation, les personnes sont en métropole et certaines n'ont toujours pas fait leur déclaration auprès de leur syndicat. Nous estimons [en avril 2018] à 20 % le nombre de copropriétaires qui n'ont pas encore fait leur déclaration, ce qui freine le processus et complique le travail du syndic qui n'est pas en mesure de fournir tous les devis nécessaires à la réhabilitation», explique Arnaud Chneiweiss.

Enfin, la dernière difficulté pour les assureurs a trait aux devis présentés. «Il y a un abus au niveau des prix pratiqués par les artisans locaux», a pu constater le délégué général de la FFA. «Et les assureurs ne vont pas accepter de tels devis», affirme-t-il.

Un an plus tard, les compagnies qui sont installées à Saint-Martin ne renouvellent pas tous leurs contrats et refusent de souscrire de nouveaux contrats si les personnes se trouvent dans des zones à risques. ■



LE NOUVEAU PPRN DOIT ÊTRE LIVRÉ DÉBUT 2019, A CONFIRMÉ SÉBASTIEN LECORNU, SECRÉTAIRE D'ETAT AUPRÈS DU MINISTRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, LORS DE SA VENUE À SAINT-MARTIN DÉBUT MARS 2018

La compétence Environnement étant de l'Etat (la Com ayant celle de l'urbanisme), il appartient à ce dernier d'élaborer le plan de prévention des risques naturels (PPRN). Saint-Martin possède le sien depuis 2011 mais au vu des dégâts causés par Irma, il doit être actualisé. Sa vocation est de déterminer les zones dites à risques et d'établir un niveau du risque, en sachant que doivent être pris en considération le risque sismique, le risque cyclonique et le risque de submersion marine. Avec l'appui du PPRN, la collectivité sera à même de définir de nouvelles règles et zones de construction. A chaque zone seront attribuées des modalités de construction. «Ce n'est pas parce qu'on est dans une zone rouge ou à risque que l'on ne peut pas y habiter», a précisé le préfet Philippe Gustin, le délégué interministériel à la reconstruction. Par contre pour y habiter, des conditions seront imposées. ■



RÉALISATION D'UNE CARTE DES ALÉAS

Le ministère de la transition écologique et solidaire a missionné au lendemain d'Irma le Cerema, le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, pour réaliser une carte des aléas.

Quatre agents sont venus du 6 au 15 octobre 2017 à Saint-Martin pour produire une carte des hauteurs de submersions marines et des érosions du littoral suite à l'ouragan. Au total 96 relevés ont été effectués.

La carte des hauteurs des submersions marines permet d'avoir une vision d'ensemble. Un document similaire existait déjà dans le cadre du plan de prévention des risques naturels mais était caduque depuis Irma.

Elle n'est pas un outil réglementaire, elle sert à compléter le PPRN qui date de 2011. ■



Sandy Ground en mai 2018

Avec PLUS DE 1 000 BATEAUX DE PLAISANCE ENDOMMAGÉS dont près de la moitié à l'état d'épave, la fédération des industries nautiques (FIN) a estimé la filière nautique de la partie française à plus de 70 % sinistrée après le passage d'Irma.

Les dégâts sur les infrastructures et l'équipement des entreprises sont estimés à près de **18 millions €**, les projections de pertes d'exploitation à 40 millions €.



Huit mois et demi après le passage de l'ouragan, 200 épaves se trouvaient encore dans le lagon (100 côté français, 100 côté hollandais). De nombreux bateaux ont été abandonnés par leurs propriétaires et doivent être enlevés aux frais de la COM. Les épaves sont considérées comme des déchets polluants et dangereux et leur manipulation est soumise à des règles strictes. Il est nécessaire d'ouvrir un site spécialisé et agréé où les bateaux sont démolis et les déchets triés selon leur degré de pollution. ■



Les 21 ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES PUBLICS ONT TOUS ÉTÉ FORTEMENT ENDOMMAGÉS et trois d'entre eux ont été détruits : l'école élémentaire Nina Duverly à Marigot, l'école primaire Emile Larmonie et le collège Soualiga, à Cul de Sac.

Plusieurs écoles ont dû fusionner et un système de rotations d'accueil des élèves a été mis en place durant plusieurs mois. Des travaux ont été réalisés dans certaines écoles durant les petites vacances lorsqu'ils étaient possibles.

Un après Irma, les rotations ont été supprimées, mais les plus gros travaux programmés par la Collectivité pendant l'été n'étaient pas terminés.

A la rentrée de septembre 2018, la cité scolaire qui héberge aussi les élèves et les personnels du collège Soualiga, doit accueillir plus de 1 500 élèves. En attendant la construction d'un nouvel établissement d'une capacité de 900 élèves, le rectorat a demandé dix préfabriqués.

A la rentrée 2018-2019, les élèves sont 20 % de moins dans le premier degré et 10% de moins dans le second, par rapport aux prévisions de la rentrée 2017-2018. Ils sont environ 7200 au total, soit près de 3600 dans le premier degré et 3600 dans le second. ■



33 MILLIONS D'EUROS DE DÉGÂTS DANS LES ÉCOLES

LA RENTRÉE QUI DEVAIT AVOIR LIEU LE LUNDI 4 SEPTEMBRE,
A ÉTÉ REPORTÉE AU 6 NOVEMBRE 2017.

La rentrée s'est déroulée en présence du Premier ministre et du ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer.

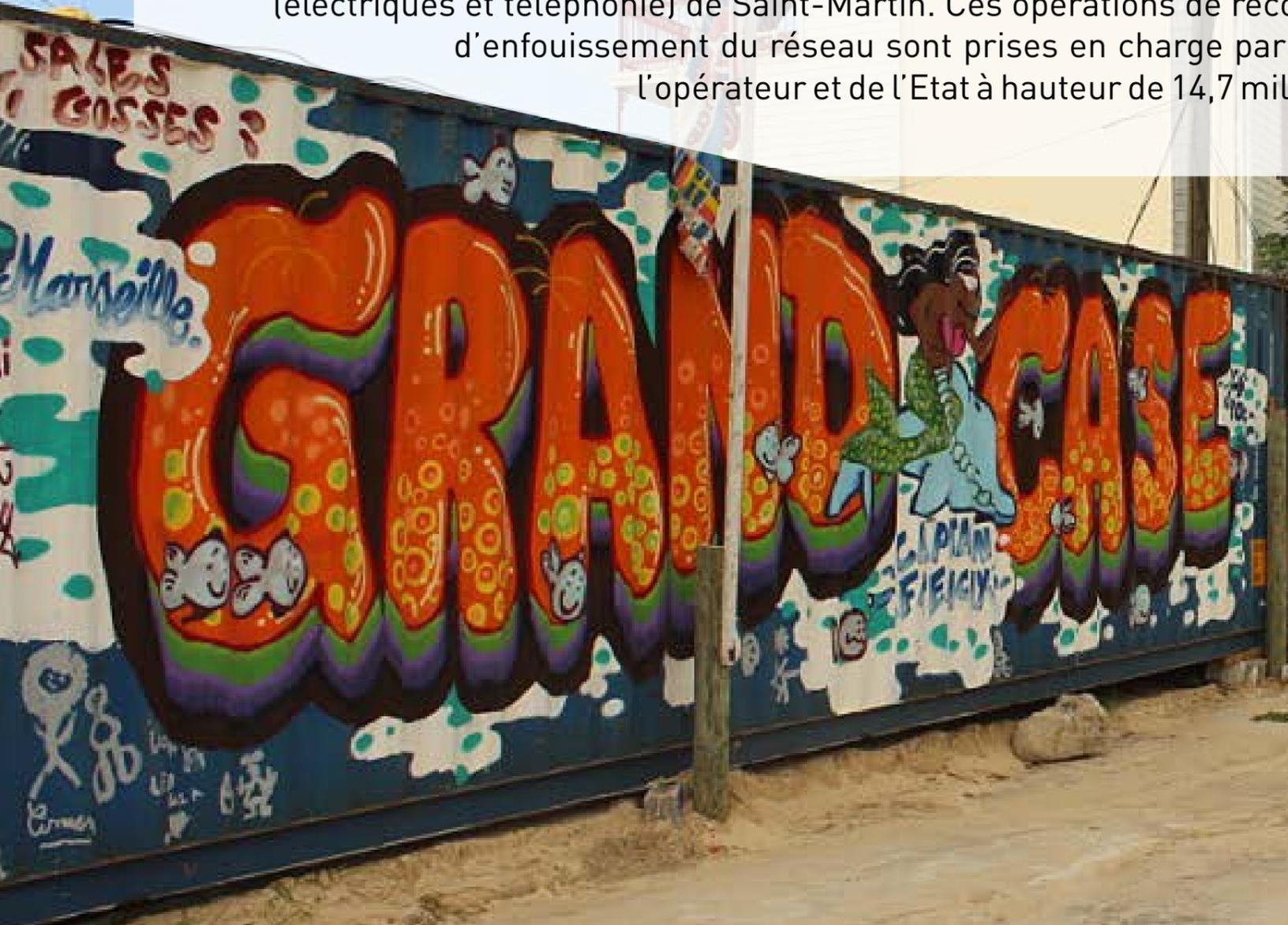
Le ministère de l'Education nationale a recruté un directeur de projet chargé du suivi de la reconstruction du système éducatif de Saint Martin a été recruté pour une durée de trois ans. Il est basé à Saint-Martin.

Le montant total des travaux est estimé à 33 millions d'euros. L'Etat contribue à hauteur de 15 millions d'euros. La COM a dégagé 9,5 millions d'euros dans son budget 2018 pour procéder aux réparations et reconstructions des 18 établissements toujours debout afin de pouvoir accueillir les plus de 7 000 élèves en septembre 2018. ■



A la mi-décembre 2017, les premiers travaux d'enfouissement des réseaux électriques, opérés par la compagnie EDF, ont été lancés sur le boulevard de Grand Case.

LA VOLONTÉ EST D'ENFOUIR 100% DES RÉSEAUX SECS (électriques et téléphonie) de Saint-Martin. Ces opérations de reconstruction et d'enfouissement du réseau sont prises en charge par des fonds de l'opérateur et de l'Etat à hauteur de 14,7 millions d'euros.



En parallèle, Orange dont tout le réseau aérien est tombé, a choisi de ne pas le reconstruire et d'installer la fibre optique sur toute la partie française ; Saint-Martin sera alors le premier territoire entièrement fibré. Toutefois, un an plus tard ces travaux annoncés fin 2017, n'avaient pas encore débuté car se pose le problème du financement du génie civil. La cartographie du réseau a en revanche été réalisée début 2018.

DES BÂTIMENTS PUBLICS DOIVENT ÊTRE DÉMOLIS

AU VU DES DÉGÂTS, CERTAINS BÂTIMENTS APPARTENANT À LA COLLECTIVITÉ NE PEUVENT ÊTRE RECONSTRUITS.



Démolition de l'ancienne école maternelle de Grand Case

Leur démolition n'a pu commencer qu'en été 2018 en raison de règles strictes qui encadrent ces opérations. Un diagnostic amiante doit être réalisé par des cabinets spécialisés qui doivent être mandatés. 6 millions d'euros ont été présentés au budget supplé-

mentaire afin de démolir les carrets de la Baie orientale, de l'école Emile Larmonie, une partie du centre culturel et de l'école de Grand Case et l'ancienne gendarmerie à Marigot. Ces chantiers ont été réalisés en août. Il était aussi prévu dans la foulée d'enlever la toiture de

la salle omnisports de Galisbay, celle de la médiathèque, de sécuriser le collège Soualiga et l'ancien hôpital route du Fort Louis et de démolir le stade de Quartier d'Orléans. De l'amiante a été trouvée dans le bâtiment du stade de Sandy Ground, il fera alors l'objet d'un autre chantier. ■



Démolition de l'école Emile Larmonie à Cul de Sac



Salle omnisports de Galisbay



Stade de Sandy Ground

La Collectivité a dépensé 12 MILLIONS D'EUROS pour nettoyer l'île



Entre septembre 2017 et avril 2018,
78 000 TONNES DE DÉCHETS
ont été déposées à l'éco-site.

Au lendemain d'Irma, il a été constitué 11 sites provisoires de stockages des déchets ; ces derniers étaient ramassés sur la voie publique puis emmenés sur ces sites d'où ils ont ensuite été transportés à l'écosite. Ces 11 sites ont représenté entre 25 000 et 30 000 tonnes.

10 TONNES DE DÉCHETS RÉCUPÉRÉS DANS LA BAIE DE GRAND CASE

Un nettoyage de la mer à Galisbay et Grand Case a eu lieu en avril-mai 2018. Une autre phase a ensuite été programmée dans le lagon, à Friar's Bay et à la Baie Orientale.





3 000 VOITURES DÉCLARÉES ÉPAVE, 1 800 TRAITÉES UN AN PLUS TARD

UNE PARTIE DE CES VÉHICULES HORS D'USAGE (VHU) A ÉTÉ ENLEVÉE ET EMMENÉE À L'ÉCOSITE SOIT PAR DES PRESTATAIRES MANDATÉS PAR LES COMPAGNIES D'ASSURANCE POUR Y ÊTRE INSPECTÉS PAR LES EXPERTS, SOIT PAR LA COLLECTIVITÉ LORSQUE LES VHU ÉTAIENT ABANDONNÉS SUR LA VOIE PUBLIQUE.

Un an plus tard, il en reste encore sur les parkings de résidences privées ou sur la voie publique.

La situation est plus complexe qu'elle ne le paraît. Il ne suffit pas d'enlever la carcasse de voiture, de l'emmener à l'écosite et de l'évacuer de l'île. En France, la réglementation est stricte : tout VHU doit être dépollué ; c'est-à-dire qu'il faut le désosser et trier les matériaux par famille avant de pouvoir le compacter et l'évacuer, les métaux triés sont eux aussi traités et valorisés. Cette dépollution doit être réalisée dans un garage agrémenté ; en partie française, un seul établissement possède l'agrément, il s'agit de l'entreprise Verde SXM qui exploite l'écosite dont la capacité de traitement est de douze véhicules par jour.

Afin d'accélérer le rythme, la préfecture travaille mi-2018 à pouvoir octroyer l'agrément à quatre garages. Ces derniers pourront effectuer la dépollution des VHU qui t évacués. Dans cette attente, l'enlèvement des carcasses sur la voie publique par la collectivité demeure difficile par manque de place pour les stocker à l'écosite. ■



Vue aérienne : Stockage des VHU à l'écosite (capture d'écran)

DES INITIATIVES ÉCOCITOYENNES POUR NETTOYER L'ÎLE

LE GROUPE FACEBOOK CLEAN ST MARTIN CRÉÉ EN AVRIL 2016
A PRIS ENCORE PLUS DE SENS APRÈS IRMA.

PHOTO CLEAN ST MARTIN



«En me promenant, je voyais toujours des déchets». A l'incivisme de certains habitants qui laissent traîner leurs déchets se sont ajoutés les débris d'Irma. Entre octobre 2017 et août 2018, le groupe Clean St Martin a organisé plus d'une vingtaine de missions de nettoyage dans différents endroits de la partie française. En outre, des passagers des paquebots en escale à Philipsburg ont accepté de manière régulière de nettoyer les plages de Sint Maarten. ■

8 000 PERSONNES ONT QUITTÉ L'ÎLE JUSTE APRÈS IRMA

AU LENDEMAIN D'IRMA, DES MILLIERS DE PERSONNES ONT CHOISI DE PARTIR. ELLES ONT ÉTÉ TRANSPORTÉES PAR VOIE AÉRIENNE AU DÉPART DE GRAND CASE PAR L'ARMÉE.

Les avions militaires arrivaient de Guadeloupe et de Martinique avec des vivres et du matériel et repartaient avec des sinistrés. Des rotations ont aussi eu lieu au départ de l'aéroport Juliana. Au total, il a été estimé à 8 000 le nombre de personnes qui sont parties. Si certaines sont revenues dès le mois de novembre lorsque les écoles ont rouvert, 4 000 ne seraient toujours pas revenues un an plus tard. ■



LA 1^{ÈRE} MOBILISATION DE FRANCE VICTIMES FACE À UNE CATASTROPHE NATURELLE

SUITE AU PASSAGE DE L'OURAGAN, LA FÉDÉRATION FRANCE VICTIMES A RAPIDEMENT PRÉSENTÉ UN PROJET « MISSION IRMA » À LA DÉLÉGUÉE INTERMINISTÉRIELLE À L'AIDE AUX VICTIMES ET À LA FONDATION DE FRANCE.



Il s'agit de la **première mobilisation de France Victimes face à une catastrophe naturelle**, qui rentre dans les missions d'aide aux victimes dévolues au Garde des Sceaux, et à la Délégue Interministérielle à l'Aide aux Victimes, depuis mai 2017.

La Fédération France Victimes a pu mobiliser pendant deux mois sur place une équipe de professionnels (juristes, psychologues, travailleurs sociaux et coordinateurs) pour venir en aide aux sinistrés et aider les associations France Victimes locales à Saint Martin (Trait d'Union) et en Guadeloupe (GUADAV et Initiative Eco) pour les familles endeuillées, les blessés et les sinistrés. Une fois les besoins primaires en majorité satisfaits, les professionnels de France Victimes ont pu s'attaquer aux questions d'assurances (quand les biens étaient assurés), d'accès aux droits sociaux (allocations, droits au chômage), d'accès aux différents fonds de soutien, de relogement (question aujourd'hui encore très épineuse, dans l'hexagone et à Saint Martin) et de scolarisation des enfants en métropole, qui s'est réglée en majorité positivement.

Pendant cette année aussi, France Victimes a assuré la gestion des fonds sociaux de la Fondation de France pour les sinistrés de St-Martin (redistribution de 600 000 € au profit de 1 229 personnes). En un an, grâce au ministère de la Justice et à la Fondation de France, le Réseau France Victimes a pu prendre en charge **2 760 sinistrés** (sans compter l'accueil qui a pu être fait dans les différents aéroports à Paris, Point-à-Pitre et Grand Case), dont 1607 par Trait d'Union l'association locale de Saint Martin. Ces personnes victimes ont bénéficié de près de **6 500 entretiens** : 44 % d'ordre juridique, 28 % d'aide sociale, 26 % d'aide morale et psychologique. ■

Irma aura fait ONZE VICTIMES en partie française de Saint-Martin

DOYLE Olivier, Robert - 3 ans
LAURENCE Joyce, Ursula - 76 ans
BENJAMIN Renaldo, Alexis - 30 ans
CARTY Jeanne, Achille - 65 ans
LABIQUE Daniel, Nicaise - 55 ans
SALVARY Mélan, June - 64 ans
PRICE ELLIS David - 67 ans
BOWERS Arthur, Ernest - 52 ans
GARCIA Elena - 74 ans
CELUS Léana - 3 ans - portée disparue
Et un homme non identifié.



Je souhaite saluer avec le plus grand respect celles et ceux qui n'ont ménagé ni leurs heures, ni leurs efforts au lendemain du passage du cyclone, pour sortir Saint-Martin de la situation dramatique dans laquelle notre île a été plongée en l'espace de quelques heures.

Merci à celles et ceux qui se sont montrés exemplaires et solidaires après l'ouragan, ils sont la fierté de Saint-Martin. Je voudrais remercier également, du fond du cœur, toutes les Saint-Martinoises et tous les Saint-Martinois pour la résilience et la patience dont ils font preuve chaque jour depuis un an,

DANIEL GIBBS, président de la Collectivité



UN AN APRÈS IRMA, L'ÉCONOMIE N'EST TOUJOURS PAS RELANÇÉE

APRÈS IRMA, PRÈS DE 4 000 SALARIÉS ONT BÉNÉFICIÉ
DU DISPOSITIF D'ACTIVITÉ PARTIELLE. L'ÉTAT A ESTIMÉ LE COÛT
ENTRE 46 ET 75 MILLIONS D'EUROS POUR LES ANNÉES 2017 ET 2018.



La plupart des établissements hôteliers (Grand Case Beach Hotel, Samanna, Domaine de Longvilliers, ex-Riu) n'ont pas rouvert et sont toujours en chantier. Il en est de même en partie hollandaise où les grosses structures (Westin, Sonesta à Maho et Great Beay) sont toujours en travaux.

A la Baie orientale, l'établissement le Bikini est le premier à avoir été reconstruit. Ici il a été préconisé de privilégier des structures démontables. ■

Soualiga Post.com